

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 3953 - VENDREDI 12 MARS 2021

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

L'Administration Biden appuie les efforts du président Tshisekedi



Joe Biden



Félix Tshisekedi

Le Département d'État américain vient d'établir une liste des groupes terroristes basés sur le continent africain. Cette catégorisation s'inspire de l'article 219 de la loi américaine sur l'immigration, appelée "Immigration and Nationality Act". Selon leurs terrains opérationnels respectifs, ils ont été désignés organisations terroristes étrangères (OTF), affiliées à Daech et opérant de façon indépendante. L'annonce du Département d'État américain touche particulièrement la RDC en ce qu'il y a lieu de noter un ambitieux projet terroriste consistant à créer en Afrique centrale une province dite de l'État islamique centrale (Iscap). Les Etats-Unis appuient les efforts du président Félix-Antoine Tshisekedi à faire face aux groupes terroristes, désormais identifiés comme Daech-RDC.

Page 3

UNICEF

Dr Daniel Nacoulma : « Il n'y a aucune contre-indication du vaccin covid-19 sur les femmes enceintes et allaitantes »



Dr Daniel Nacoulma

Dr Daniel Nacoulma, responsable de la vaccination à l'Unicef a fait savoir, au cours d'un entretien avec Le Courrier de Kinshasa, qu'il n'y a pas des études qui ont jusque-là démontré des contre-indications du vaccin covid-19 sur les femmes enceintes et celles qui allaitent. Les études ont, en effet, montré qu'il n'y a pas une expression de ce vaccin à travers le lait maternel.

« Il y a des cas qu'il faut analyser », soutient Dr Daniel Nacoulma qui donne de plus amples explications dans une interview accordée aux membres du Réseau des journalistes amis de l'enfant.

Page 5

KINSHASA

Le chef de l'Etat donne son quitus pour la réhabilitation du Grand marché



Un pavillon du Grand marché de Kinshasa

Les travaux de reconstruction du plus grand espace de négoce de la capitale congolaise vont commencer dans un bref délai alors que le début de la démolition des vieux bâtiments était annoncé pour le 11 mars.

Au terme de la séance de travail tenu, le 10 mars à l'Hôtel de ville de Kinshasa, sur la situation du Grand marché, le président de la République a avalisé le projet de réhabilitation de « zando ». Il a, par ailleurs, promis de suivre de près l'évolution des travaux jusqu'à leur achèvement.

Page 3

COMITÉ NATIONAL DES IXE JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Le collectif des agents licenciés dénoncent une procédure entachée d'irrégularité

Page 2

SUD-UBANGI

Olpa se félicite de la reprise des émissions de Radio liberté Gemena

L'ONG exhorte, par ailleurs, les autorités de cette province à lever d'autres restrictions sur les médias et à respecter les dispositions légales qui garantissent la liberté de presse.



Les installations de la Ralig.

L'organisation indépendante de défense et de promotion de la liberté de presse, Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa), a salué la reprise des émissions de la Radio liberté Gemena (Ralig), une station privée émettant à Gemena, dans la province du Sud-Ubangi. Tout en prenant acte de la mesure, cette ONG a, néanmoins, condamné la décision tendant à museler un média prise par les autorités de cette entité.

Olpa exhorte, par ailleurs, les autorités du Sud-Ubangi à lever d'autres restrictions sur les médias et à respecter les dispositions légales qui garantissent la liberté de presse.

Ralig, note l'organisation dans son communiqué du 10 mars 2021, a repris ses émissions, cinq jours plus tôt, après la levée de la mesure de suspension par le ministre provincial en

charge de la Communication et des médias de la province du Sud-Ubangi, Jobe Lungu Homeloma. Cependant, fait savoir Olpa, les émissions « A vous la parole », « Le rendez-vous », « Les cris des opprimés » et toutes les autres à téléphone ouvert ont été interdites de diffusion.

Il est rappelé que cette radio a été suspendue à titre conservatoire, le 1er mars 2021, par le ministre Jobe Lungu qui l'a accusée de se livrer sans retenue aux injures et aux imputations dommageables à l'endroit des particuliers, des institutions et des autorités légalement établies au cours des émissions précitées.

Dans une précédente réaction, indique-t-on, Olpa avait saisi, le 5 mars, l'autorité de régulation des médias, le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (Csac), l'ins-

tance publique de régulation des médias, à qui il a demandé de réagir face à cette décision des autorités provinciales qui violerait des dispositions de la loi en la matière. Olpa a demandé aux autorités du Csac de s'impliquer activement, en vue d'obtenir la reprise inconditionnelle des émissions de ladite radio. Pour cette organisation, il y avait lieu de considérer que la décision du ministre provincial de la Communication et des médias du sud-Ubangi était entachée de plusieurs irrégularités et éternait, non seulement les dispositions de l'article 212 de la Constitution, mais aussi de la loi organique du 10 janvier 2011 portant composition, attribution et fonctionnement du Csac, reconnaissant son bureau, le seul pouvoir de prendre des mesures conservatoires à l'encontre des médias.

Lucien Dianzenza

COMITÉ NATIONAL DES IXES JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Le collectif des agents licenciés dénonce une procédure entachée d'irrégularités

Le personnel en appelle à l'intervention personnelle du président de la République pour recadrer les choses afin d'éviter la honte à la RDC.

Dans une lettre de recours adressée, le 8 mars, au haut représentant du président de la République au sein du Comité national des IXes Jeux de la Francophonie (Cnjf), Didier Tshiyoyo Mbuyi, les experts et personnels dudit comité ont sollicité leur totale réhabilitation aux qualités et fonctions respectives. Ils se présentent comme des victimes des menaces et de la stigmatisation des décisions verbales du haut-représentant du chef de l'Etat et président du haut conseil des IXes Jeux de la Francophonie.

Parmi les irrégularités relevées, les experts et cadres licenciés notent que « la prérogative de désigner des membres des commissions et de recruter le personnel d'appoint et autres experts revient de plein droit au directeur national des IXes jeux de la Francophonie 2022 ». Ils estiment également qu'à l'absence des résolutions émanant d'une plénière ayant régulièrement siégé et dûment signées par le président et le rapporteur du haut conseil des IXes Jeux de la Francophonie, toute décision prise reste lettre morte.

Le collectif des agents et experts licenciés sollicite leur réhabilitation de façon totale et sans réserve aux qualités et

fonctions respectives, au sein du personnel, des cellules, et commissions du Cnjf. Au cas contraire, ont-ils renchérit, « les instances habilitées seront valablement saisies au nom de la légalité, de l'Etat de droit, de la sauvegarde des valeurs de la démocratie, de la bonne gouvernance, de la non-stigmatisation et des droits de l'homme... ». Ils en appellent à l'intervention personnelle et utile du président de la République pour recadrer les choses afin d'éviter la honte à la RDC.

A la suite de sa nomination, le 14 février, le haut-représentant du chef de l'Etat et président du haut conseil des IXes jeux de la Francophonie a renvoyé trente experts et cadres ayant travaillé depuis plus de deux ans au Cnjf. Ce groupe comprend en son sein notamment des experts de la cellule technique ayant contribué à l'élaboration du dossier de candidature pour l'organisation des IXes jeux de la Francophonie. C'est dans ce contexte que la cérémonie de la pause de la première pierre pour la construction des infrastructures devant abriter les jeux prévue pour ce jeudi 11 mars a été, une nouvelle fois reportée, à une date ultérieure.

Jeannot Kayuba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

KINSHASA

Félix Tshisekedi donne son aval pour la réhabilitation du grand marché

Les travaux de reconstruction du plus grand espace de négoce de la capitale congolaise vont commencer dans un bref délai.

Le marché central de Kinshasa va bel et bien être reconstruit. Pendant que le début de la démolition de vieux bâtiments était annoncé pour le 11 mars, les travaux proprement dits vont commencer dans un bref délai.

Au terme de la séance de travail tenu, le 10 mars, dans la salle polyvalente de l'Hôtel de ville de Kinshasa sur la situation du grand marché, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a tranché. Le chef de l'Etat avalise la réhabilitation de "zando".

Un état d'insalubrité déplorable

Selon le constat fait lors de sa descente, le même jour au marché central de Kinshasa, le chef de l'Etat congolais a déploré l'état piteux d'insalubrité dans lequel se trouve ce prestigieux lieu de négoce. « *Je ne peux pas accepter que des Congolais exercent leurs commerces dans des conditions inhumaines. Le marché central doit être construit. Il doit revêtir sa*



robe d'antan », a fait savoir Félix-Antoine Tshisekedi.

Le chef de l'Etat a, par ailleurs, promis de suivre de près l'évolution des travaux jusqu'à l'achèvement. Il a, cependant, invité les représentants des vendeurs à sensibiliser leurs collègues afin d'aller occuper des places dans les différents marchés provisoires créés par l'Hôtel de ville, notamment à

Itaga, Kabinda, Kalembelembe, Rail sur ex-24 novembre et huileries. Aussi Félix Tshisekedi a-t-il demandé au gouverneur Gentiny Ngobila de veiller à ce que les vendeurs soient dans de bonnes conditions dans ces marchés provisoires.

Une commission pour analyser le contrat avec Hassan

Le président de la République

a, par ailleurs, mis fin aux activités dans ce lieu de négoce, du sujet libanais, Hassan, dont le contrat a été contesté par l'hôtel de ville de Kinshasa. Félix Tshisekedi a demandé à ce dernier de s'orienter vers d'autres projets à travers le pays.

Dans l'entre-temps, le chef de l'Etat a annoncé la mise en place d'une commission qui

Visite des lieux au grand marché

devra analyser les contours du contrat qui liait la ville à cet opérateur économique de nationalité libanaise. Cette commission aura, selon lui, comme objectif notamment de déterminer s'il y a eu respect des clauses. Cette même commission devra également vérifier la viabilité dans les marchés provisoires érigés à travers la ville.

Il est noté qu'au cours de cette rencontre, le président de la République a accordé la parole à toutes les composantes, notamment les différents syndicats du marché central, le comité de gestion de cet espace, les commerçants, les riverains du marché central, ainsi qu'au représentant de la banque FBN Bank, censée financer les travaux qui seront exécutés par la société Sodema. Devant l'assemblée, le banquier a rassuré que les fonds sont disponibles. Et l'émissaire de Sodema a, lui aussi, confirmé le début des travaux aussitôt que la démolition d'actuelles installations prendrait fin.

Lucien Dianzenza

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

L'Administration Biden appuie les efforts du président Tshisekedi

Le Département d'Etat américain vient d'établir une liste des groupes terroristes basés sur le continent africain. Cette catégorisation s'inspire de l'article 219 de la loi américaine sur l'immigration, appelée "Immigration and Nationality Act". Selon leurs terrains opérationnels respectifs, ils ont été désignés organisations terroristes étrangères, affiliée à Daech et opérant de façon indépendante.

Ces groupes terroristes sont répartis géographiquement en Afrique centrale et australe. C'est le cas de l'ADF qui opère à partir de la République démocratique du Congo et dont la tête dirigeante se nomme Seka Musa Baluku. L'Afrique australe est sous la coupe de Hassan Abu Yasir qui, lui, opère à partir du Mozambique. Ces deux organisations sont désormais identifiées comme des SDGT, c'est-à-dire des terroristes mondiaux expressément désignés.

La désignation de ce jour est destinée à informer le public américain et la communauté internationale du caractère dangereux de ces groupes, prêts à commettre des actes terroristes. Elle vise aussi à démanteler et isoler les personnes physiques et morales impliquées dans ces types d'opérations tout en leur interdisant l'accès au système financier américain.

L'annonce du Département d'Etat américain touche particulièrement la République démocratique du Congo en



L'ambassadeur américain en RDC, Mike A. Hammer

ce qu'il y a lieu de noter un ambitieux projet terroriste consistant à créer en Afrique centrale une province dite de l'Etat islamique centrale (Iscap). Le projet a été rendu public par Daech en avril 2019. À terme, son objectif est de promouvoir la présence et

d'unifier des éléments associés à Daech. Cependant, en RDC, Daech a pris le visage de l'ADF qui, depuis des années, s'adonne à la déstabilisation dans l'est du pays avec à la clé, plusieurs massacres commis sur les citoyens congolais ainsi que des forces régionales

impliquées dans la restauration de la paix dans cette partie de la RDC.

L'ADF avait déjà été sanctionné en 2014 dans le cadre du régime de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies. En 2019, six de ses membres dont son dirigeant Musa Ba-

luku (en 2019 et 2020) ont fait l'objet de sanctions consécutivement au programme Global Magnitski*. Il leur est attribué des graves violations des droits de l'homme. Dans un communiqué, Mike Hammer, l'ambassadeur américain en RDC, affirme qu'avec cette nouvelle désignation de l'ADF, l'administration Biden appuie les efforts du Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo à faire face aux groupes terroristes, désormais identifiés comme Daech-RDC.

*Programme Global Magnitski: Il s'agit d'une loi bipartite adoptée par le Congrès des États-Unis et le président Obama en novembre-décembre 2012. Ce texte prévoit d'appliquer des sanctions financières et des interdictions de visa contre les fonctionnaires russes suspectés d'être impliqués dans le décès de l'avocat Sergueï Magnitski, symbole de la lutte contre la corruption du système politique dans la prison de la Boutyrka de Moscou en 2009.

Alain Diasso

BANQUE CENTRALE DU CONGO

La politique monétaire restera « prudente » en 2021

Le but recherché est de veiller à la stabilité des principaux paramètres du cadre macroéconomique au cours de cette année, a expliqué le directeur général, Jean-Louis Kayembe wa Kayembe. Cette stabilité a été acquise au prix d'un durcissement des mesures de politique monétaire après le dérapage constaté dans l'évolution des indicateurs de la conjoncture entre les mois d'avril et de juillet 2020.

En sa qualité de directeur général chargé de la Politique monétaire et des opérations bancaires au sein de la Banque centrale du Congo (BCC), Jean-Louis Kayembe a publié son rapport pour l'année 2020. Il en ressort que son institution, la BCC, a mené une politique monétaire globalement prudente en raison de la propagation des effets néfastes de la pandémie de covid-19 dans le pays. En effet, parti de l'étranger, le virus a paralysé plusieurs secteurs d'activités économiques en 2019 à travers le monde. Après sa détection à Kinshasa en mars 2020, il n'a pas fallu longtemps pour ressentir les premiers effets sur l'économie nationale. Comme l'a rappelé Jean-Louis Kayembe, les effets nuisibles se sont trans-

mis à l'économie nationale « par les canaux du commerce extérieur, des investissements directs extérieurs et des donations extérieures ». Il a été observé notamment un ralentissement significatif de l'activité économique, avec un taux de croissance situé à 0,8 % à fin septembre 2020 contre 4,4 % en 2019. Entre l'économie et la finance, il n'y a qu'un seul pas vite franchi d'ailleurs. La faible mobilisation des recettes induite par le choc violent à coronavirus et l'expansion des dépenses publiques a entraîné des déficits mensuels successifs. D'où le collectif budgétaire au second semestre de 2020 pour doter le pays de projections réalistes, passant ainsi de 18.545 milliards à seulement 9.272 milliards

de francs congolais. « Lesdits déficits ont été couverts, outre le recours au financement monétaire de janvier à avril, par des financements sains, principalement les appuis budgétaires du FMI et de la BAD », a-t-il poursuivi.

Tous les efforts soutenus par les partenaires de Bretton Woods et la Banque africaine de développement (BAD) au titre d'appuis budgétaires n'ont pas permis d'éviter une contraction des réserves de change, s'établissant à 708 millions de dollars US à fin 2020 contre 818 millions à fin 2019. Les nombreuses interventions directes et indirectes de la BCC sur le marché de change ont provoqué cette baisse. « La situation a révélé l'insuffisance de l'offre de devises et la forte

pression sur le marché des changes en 2020, dont les interventions de la Banque ont contribué à l'atténuation », a-t-il signifié. La pression sur le marché de change a conduit à une dépréciation de la monnaie nationale de 15 % en 2020, alors qu'elle ne s'établissait qu'à 2 % une année auparavant.

La batterie d'ajustements de la BCC a permis, certes, de stabiliser la situation. Mais il y a eu un dérapage des principaux indicateurs de la conjoncture entre les mois d'avril et de juillet. La BCC a décidé alors du durcissement de sa politique monétaire, avec la signature d'un Pacte de stabilité entre le gouvernement et la BCC. Ces mesures ont abouti au retour de la stabilité interne et externe du franc congo-

lais entre août et décembre 2020.

Pour la nouvelle année, tout sera fait pour poursuivre avec la politique monétaire prudente car il s'agit d'abord de veiller au maintien de cette stabilité. Le respect du pacte de stabilité devrait rester de rigueur au cours de cette période pour aligner les dépenses sur les recettes. Le défi est d'écarter tout risque de retour au financement monétaire. En combinant les trois facteurs suivants, la maîtrise de la pandémie au second semestre, le raffermissement de la croissance économique et le respect du pacte de stabilité, il est possible d'espérer une baisse progressive du rythme de formation des prix.

Laurent Essolomwa

VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES **PEINTURES**
CÉRAMIQUES **MUSIQUE**

Musée du Bassin du Congo
galerie CONGO

L'art dans sa Généralité, de la Tradition à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso Immeuble les manguiers (M'pila) dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

INTERVIEW

Dr Daniel Nacoulma de l'Unicef : « Il n'y a pas de contre-indications du vaccin covid sur les femmes enceintes et allaitantes. Par contre, les enfants ne seront pas vaccinés »

La vaccination contre la covid que le pays va bientôt lancer cible en première ligne le personnel de santé qui est plus exposé parce qu'étant en contact direct avec les malades. Ensuite, les personnes âgées de plus de 55 ans et enfin celles souffrant des maladies chroniques telles que les maladies cardiaques et les diabétiques.

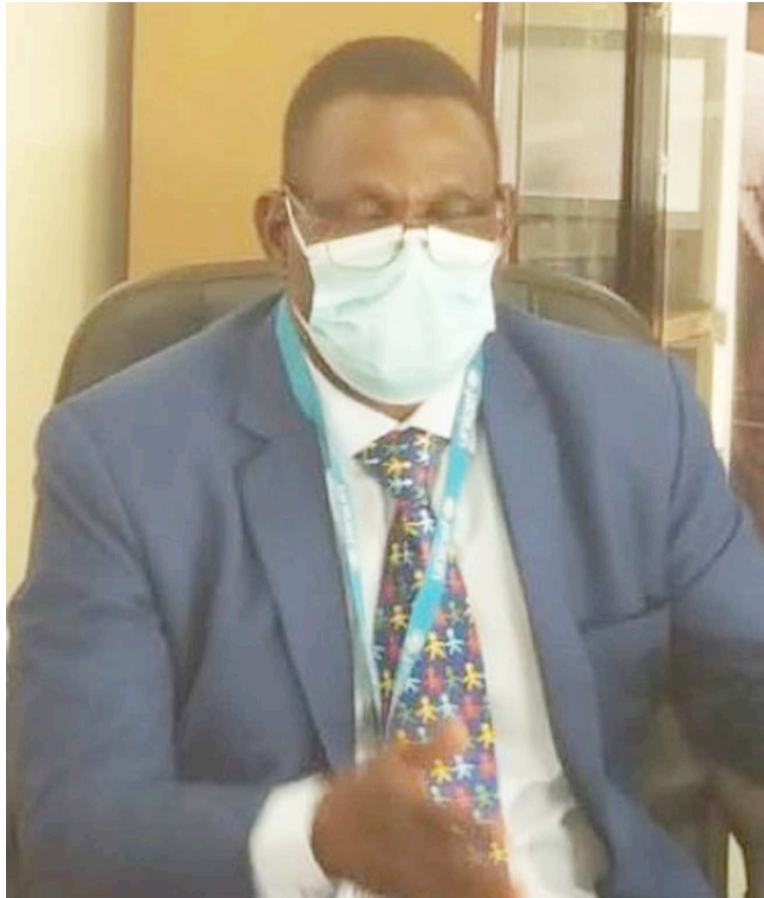
Le Courrier de Kinshasa : Les femmes enceintes et allaitantes seront-elles vaccinées ?

Dr Daniel Nacoulma :

Oui. Pour être précis, pour le moment les études n'ont pas démontré une contre-indication concernant par exemple les femmes allaitantes. Les études n'ont pas montré qu'il n'y a pas une expression de ce vaccin à travers le lait maternel. Par contre, pour les femmes enceintes, on analyse toujours le risque parce qu'en termes de santé publique, on voit quel est le risque de ne pas vacciner une femme enceinte et le risque de la vacciner. Donc on analyse et on prend le bon côté. Il faut aussi savoir qu'il y a des femmes enceintes qui ont une certaine comorbidité, c'est-à-dire elles peuvent être femmes enceintes avec hypertension, avec problèmes cardiaques. Il faut analyser. C'est l'analyse qu'on fait de risque qui permet de dire aujourd'hui qu'au stade actuel, on vaccinera les femmes enceintes et allaitantes sans problème.

L.C.K. : Qu'en est-il des enfants qui sont aussi porteurs du virus ? Seront-ils vaccinés ?

Les enfants sont certes porteurs de virus mais les études ont montré qu'ils ne constituent pas la cible où l'impact est très élevé en termes de maladie ou de décès. Raison pour laquelle nous avons ciblé, dans un premier temps, la tranche d'âge de la population qui présente un grand risque de contracter la maladie. Le choix en santé publique tient compte de risque élevé de décès, des maladies graves qui vont entraîner les morts. A l'étape actuelle, on ne vaccinera pas les enfants. Certes, ils sont des porteurs mais ils ne constituent pas une population à risque de faire des cas graves ou



Le responsable de la vaccination à l'Unicef, Dr Daniel Nacoulma

de décès.

L.C.K. : L'Unicef a beaucoup investi dans la santé des femmes et des enfants. Dans le cas de la covid, vous vous fiez aux autres études ou bien l'Unicef a aussi mené ses propres investigations pour faire totalement confiance au vaccin pour qu'il soit aussi administré aux femmes enceintes et allaitantes ?

Dr D.N. :

L'Unicef est une agence de l'ONU qui travaille avec les autres agences de façon concertée. Le vaccin qui entre dans le mécanisme Covax sont des vaccins homologués par l'OMS. Donc quand un vaccin ou médicament n'est pas homologué par l'OMS, c'est difficile que l'Unicef se mette dans l'approvisionnement du pays d'un produit quelconque qui n'est pas homologué par l'OMS. Il en est de même en ce qui concerne la chaîne de froid que nous utilisons pour conserver le vaccin.

Si ce n'est pas homologué par l'OMS, on ne peut pas utiliser n'importe quel réfrigérateur pour conserver le vaccin. C'est pourquoi nous disons aux gens que les vaccins sont conservés seuls

dans les réfrigérateurs appropriés. Ce n'est pas dans le réfrigérateur ménager qu'on utilise pour conserver le vaccin. Donc nous nous alignons sur la politique de rigueur, sur l'efficacité et la sécurité que l'OMS exige.

L.C.K. : Le vaccin contre la covid ne tend pas à l'expiration, d'autant plus que sur l'emballage il est mentionné la date de péremption, le 24 juin ?

Dr D.N. :

Il faut reconnaître que dans toute introduction du nouveau vaccin, on évite de fabriquer des vaccins qui ont une longue durée avant de se périmer. Pour le moment dans le monde entier, le vaccin contre la covid-19 est fabriqué pour une durée de six mois. Quand vous regardez sur l'emballage, ce vaccin a été fabriqué en décembre 2020 donc les six mois sont à compter à partir de janvier.

Nous devons donc utiliser ce vaccin avant le 27 juin 2021. Avant cette date, le vaccin est efficace et ne pose pas des problèmes. C'est après cette date que nous serons obligés de le détruire. Et si nous détruisons ce vaccin comparativement aux personnes que nous sommes en train de perdre et qui tombent malades, on aura donc

investi pour rien. Aujourd'hui l'appel est que nous puissions avoir le maximum de personnes à vacciner avant cette date.

L.C.K. : La vaccination contre la covid cible avant tout le personnel de santé soignant les malades de la covid; les personnes âgées de plus de cinquante-cinq ans et celles souffrant des chroniques dont les diabétiques, les malades cardiaques. Avez-vous déjà pensé à mobiliser toutes ces personnes ?

Dr D.N. :

Nous pensons pouvoir commencer bientôt. Le plus tôt serait le mieux. Nous allons commencer cette semaine si tout va bien. Il faut que tous les agents de santé, le système de santé se mobilisent pour que nous puissions vacciner le maximum de personnes. C'est de cette façon que nous allons démontrer la capacité du pays à réagir devant les défis et les urgences. Comparativement à d'autres pays qui ont reçu les vaccins, la RDC a reçu une plus grande quantité. Ce n'est pas pour rien. C'est parce que le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi assume aujourd'hui la présidence de l'Union africaine. C'est donc l'occasion pour nous de montrer que le chef de l'Etat n'est pas président de l'Union africaine pour rien et que l'on mette l'accent pour atteindre les résultats auxquels la communauté internationale est en train d'attendre de nous.

L.C.K. : Le vaccin Astrazeneca que la RDC a reçu est-il une dotation d'un pays ami ?

Dr D.N. :

Le vaccin que la RDC a reçu, à ce jour, n'est pas une dotation d'un pays. C'est l'initiative mondiale Covax qui a été lancée par Gavi, OMS, Unicef avec les pays d'Asie, d'Europe qui ont mis en place des fonds pour faciliter l'acquisition et l'accès au vaccin aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres. Cela dans un souci d'équité.

Covax est un fonds mondial. Un fonds qui a été mis en commun. C'est cette initiative qui met le vaccin à la disposition des pays. Toutefois, il n'est pas exclu, dans

un avenir proche, qu'un pays dans une collaboration bilatérale entreprenne de faire une dotation de vaccin. Aussi faudra-t-il savoir qu'en dehors du vaccin AstraZeneca, le groupe technique consultatif du pays sur la vaccination a proposé une panoplie de vaccins donc AstraZeneca n'est que l'un des vaccins. Tenant compte de l'efficacité, de la capacité de la conservation du pays, le groupe consultatif a proposé quatre possibilités de vaccins qui pourront être utilisés dans le contexte de la RDC. Aujourd'hui, le pays a choisi AstraZeneca. Mais il est possible demain en fonction des opportunités qui s'offrent qu'on reçoive d'autres vaccins qui sont recommandés par cette instance.

L.C.K. : Le pays s'est-il doté du matériel approprié pour une bonne conservation de ces vaccins ?

Dr D.N. :

Le choix du vaccin tient aussi compte de la capacité, de la disponibilité de la chaîne de froid pour la conservation. Le vaccin AstraZeneca que le pays a choisi doit être conservé entre 2 et 8°. Ces conditions sont déjà remplies au niveau du pays. Nous avons réceptionné le vaccin à l'aéroport international de Ndjili et puis acheminé à l'entrepôt de Kinshasa qui est une grande aire au niveau de l'Afrique centrale et qui fait la fierté de la RDC.

A partir de l'aire de Kinshasa, ces vaccins vont être envoyés dans les chambres froides au niveau des chefs lieux de provinces, puis dans les antennes et dans les zones de santé. Aujourd'hui, toutes les formations sanitaires de la RDC, à peu près 81% sont dotées des réfrigérateurs homologués dans la majorité de l'énergie solaire. Ces réfrigérateurs peuvent conserver les vaccins entre 2 et 8°. Ce sont ces réfrigérateurs qui conservent actuellement les vaccins de la vaccination de routine. Il n'y a pas d'inquiétude par rapport à la conservation de ces vaccins et le personnel de santé va avoir une orientation pour le suivi de ces vaccins. Ce n'est pas la première fois que la RDC va introduire un nouveau vaccin dans le pays.

Blandine Lusimana

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



CAN CAMEROUN 2022

Meschak Elia décline sa convocation chez les Léopards

Convoqué pour disputer les deux dernières journées des éliminatoires de la CAN, l'ailier international congolais Meschak Elia de Young Boys de Berne en Suisse ne viendra pas.

Le sélectionneur des Léopards de la République démocratique du Congo, Christian Nsengi Biembe, a rendu, le 10 mars, une liste de quarante joueurs retenus, parmi lesquels neuf réservistes, pour les deux dernières journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Cameroun 2022. Parmi plusieurs absences, on note celle de Meschak Elia Lina qui est assez particulière.

Contrairement à des cadres comme Bakambu, Kebano, Bolasie ou encore Kakuta, Akolo, Moutoussamy, Yoane Wissa, etc. qui figurent déjà sur la liste de Christian Nsengi, le joueur de Young Boys de Berne en Suisse fait partie des trente et un joueurs retenus. Mais il ne pourra pas venir. Dans un post sur ses réseaux sociaux, il explique aux supporters les raisons de son absence. « A tous mes fans et amoureux du football, je tiens

à faire une mise au point sur ma situation pour éviter les rumeurs ou les fausses déclarations sur ma situation avec l'équipe nationale. Je suis congolais et j'ai toujours servi et mouillé le maillot pour ma patrie », a d'emblée souligné l'ancien joueur du Tout Puissant Mazembe. Et il a expliqué : « Comme vous le savez, je suis en conflit financier avec mon ancien club le TP Mazembe et la Fécofa (fédération congolaise de football association -Ndlr-) qui m'a banni à tort pendant un an de toute compétition nationale ou internationale. A ce jour, mon cas n'est toujours pas tranché et j'attends une décision du TAS (Tribunal arbitral du sport -ndlr-), afin d'en terminer avec ce long chemin de croix. J'ai été victime de plein de fausses rumeurs, j'ai enduré pendant de longs mois une situation que je ne méritais pas. Aujourd'hui,



Meschak Elia sera absent du rassemblement des Léopards du TAS. Tant que mon cas ne sera pas tranché, je ne peux même, attendons la décision répondre aux convocations

de mon équipe nationale ». Meschak Elia a exprimé ses regrets de ne pas être là pour servir le pays, mais continue d'apporter son soutien à la sélection. « C'est donc le cœur meurtri que je me dois de décliner ma sélection pour les deux prochains matches avec les Léopards. Je souhaite de toutes mes forces à tous mes coéquipiers, au staff et à tous les Congolais cette qualification pour la prochaine CAN », a-t-il conclu. Les Léopards sont donc privés d'un joueur qui affiche une forme éblouissante avec Young Boys de Berne, adversaire ce 11 mars d'Ajax d'Amsterdam (Pays-Bas) en huitièmes de finale de l'Europa League, après avoir éliminé au tour précédent Bayer Leverkusen d'Allemagne. Et Meschak Elia avait été décisif au cours de cette rencontre.

Martin Engimo

BOXE

Matete « Balo » bat Dimuntu « Roi Kongo »

Champion du Congo à deux reprises chez les mi-lourds, Landry Matete Kankonde alias "Balo" a remporté une troisième ceinture nationale, mais la première chez les poids lourds.

La 29e édition des championnats nationaux du Congo de boxe (junior, dames et messieurs élite) a été organisée, du 28 février au 7 mars au stade des Martyrs de Kinshasa, sous la houlette de la Fédération congolaise de boxe présidée par le général Ferdinand Ilunga Luyoyo. La compétition devrait avoir lieu l'année passée, mais perturbée à cause de la pandémie de covid-19. C'était en collaboration avec la Ligue nationale de boxe professionnelle (Linaboxe) dirigée par le colonel Karl Lewis Kinzumba. Dix-huit provinces sur les vingt-quatre de la République démocratique du Congo ont participé à cet événement national du noble art. Il s'agit du Haut-Katanga, Lualaba, Nord-Kivu, Maniema, Tshopo, Ituri, Kongo Central, Kwilu, Kwango, Tshuapa, Sud-Ubangi, Nord-Ubangi, Kasai oriental, Kasai central, Mongala, Equateur, Mai-Ndombe et Kinshasa, hôte de la compétition.

Un boxeur a tiré son épingle du jeu lors de ce tournoi national du noble, en réalisant son ambition. En effet, le double

champion du Congo mi-lourd Landry Matete Kankonde, dit Balo (2018 et 2019), est monté d'un cran pour chercher la ceinture nationale des poids lourds. « Au départ, il était prévu que je m'engage en mi-lourd comme d'habitude, mais à la dernière minute le directeur technique provincial Tshilombo Monzon a décidé et m'a proposé de monter à la catégorie supérieur (lourd), afin de permettre ainsi au jeune talent Nkulu Pogba d'avoir la chance de s'exprimer en mi-lourd. J'ai donc accepté le défi, bien que mon poids fût très insuffisant pour cette catégorie », a expliqué Landry Matete « Balo ».

Et en finale chez les lourds, ce boxeur de V.Club s'est imposé face à Chapiteau Dimuntu Roi Kongo par disqualification, ce dernier a donné un coup de tête à son adversaire au troisième round. « Après une opposition très pimentée, j'ai battu Chapiteau Dimuntu 'Roi Kongo' par disqualification au troisième round pour avoir donné un méchant coup de tête sur mon arcade gauche après une pression



incessante que je lui ai fait subir pendant les deux premiers rounds », a relaté le nouveau champion du Congo des poids lourds. Les deux boxeurs s'étaient déjà affrontés à deux reprises avec une victoire chacun. Et Landry Matete de rappe-

l'excès de confiance et une négligence d'entraînement m'a permis d'évaluer mes erreurs, et me surpasser, à tel point que j'ai augmenté mes heures d'intensité d'entraînements. Je me suis entraîné avec mon directeur technique Monzon, avec l'appui de mon président. Je suis satisfait de cette performance, car j'avais promis d'avoir ce troisième titre, et c'est fait ». Notons qu'en demi-finale des lourds, Landry Matete s'est défait d'Omekongo Tambwe de la province du Maniema par KO technique au premier round. Après les championnats nationaux, le champion continue d'aiguiser ses armes, cette fois, pour le championnat d'Afrique de la zone 3 dont le coup d'envoi sera donné le 20 mars à Kinshasa. Pays organisateur, la République démocratique du Congo présentera trois équipes à cette joute régionale de la boxe. Champion du Congo, Landry Matete est d'office qualifié pour les prochains Jeux de la Francophonie programmés pour le mois d'août à Kinshasa.

M.E.

HAMED BAKAYOKO

Le Premier ministre ivoirien, Hamed Bakayoko, s'est éteint

Evacué de Côte d'Ivoire pour des raisons médicales le 18 février après une aggravation de son état de santé, Hamed Bakayoko avait été transféré dans un hôpital de Fribourg le 6 mars dernier pour y subir un traitement expérimental de la dernière chance. Il a succombé le mercredi à un cancer foudroyant.

Lors de son voyage à Paris la semaine dernière, Alassane Ouattara avait rendu visite à Hamed Bakayoko. Samedi il avait indiqué que l'hospitalisation du Premier ministre devait être prolongée.

L'annonce de son décès a été donné mercredi soir par la présidence ivoirienne dans un communiqué lu à la télévision nationale. « *C'était un grand homme d'État, un modèle pour notre jeunesse, une personnalité d'une grande générosité et d'une loyauté exemplaire* », a déclaré Alassane Ouattara.

Pilier de la politique ivoirienne, du RDR puis du RHDP, celui que l'on surnommait « Hambak » jouissait depuis longtemps d'une forte popularité. « Hamed », comme les Ivoiriens l'appellent souvent, n'était pas un grand orateur mais il avait les qualités d'un tribun, la voix, la stature, le charisme. Il parlait à tout le monde, même lorsque la Côte d'Ivoire était divisée en deux camps irréconciliables, rendait des services, cultivait ses réseaux dans tous les milieux, politique, artistique, sécuritaire, diplomatique.

Une popularité que sa famille politique a utilisée comme un atout. Mais elle inquiétait aussi parfois jusque dans son propre camp. Parce que l'histoire d'Hamed Bakayoko est celle d'une ascension balzacienne, favorisée notamment par la confiance de Dominique Ouattara, l'épouse du

président, puis du couple présidentiel. L'histoire d'un garçon qui, le bac pour seul diplôme, sera successivement leader étudiant, journaliste, patron de radio, député, maire d'Abobo, ministre de l'Intérieur, de la Défense, puis Premier ministre à la suite du décès brutal de son prédécesseur Amadou Gon Coulibaly en juillet 2020. Hamed Bakayoko venait d'être élu samedi - malgré son absence -, député de Séguéla.

Certains lui attribuaient des velléités présidentielles, notamment après la mort de son prédécesseur Amadou Gon Coulibaly en juillet 2020. C'est de toute façon Alassane Ouattara qui a alors remplacé son dauphin. Hamed Bakayoko venait d'être réélu député, malgré son absence, à Séguéla.

La dernière apparition publique d'Hamed Bakayoko remonte au 10 février. Ce jour-là, le Premier ministre présente les candidats RHDP aux législatives. Dans les jours qui suivent, son absence commence à interroger. Le 18 février, le Premier ministre s'envole pour Paris, officiellement pour y subir des examens médicaux. Très rapidement des informations sur l'aggravation de son état de santé occupent toutes les conversations à Abidjan.

« Une grande perte » dans la sphère politique

« *La Côte d'Ivoire perd un de ses valeureux fils, un grand serviteur de l'Etat* », a réagi le directeur



exécutif du RHDP, Adama Bictogo, qui estime que le parti perd « un de ses piliers ». Il salue la mémoire d'un compagnon de route et d'« un des fidèles parmi les fidèles » d'Alassane Ouattara. « *Nous nous sommes ren-*

contrés avec le président Ouattara le 14 février 1994, il y a 27 ans et depuis nous sommes restés tous ensemble, se souvient Adama Bictogo. Pour le président Ouattara, c'est très dur. C'est la perte d'un

deuxième fils. »

Dans l'opposition, on déplore « une grande perte ». Malgré des choix politiques différents, « *Hamed Bakayoko n'était pas un ennemi, bien au contraire, mais un ami* », témoigne Franck Anderson Kouassi, secrétaire national du FPI, qui retient de lui « beaucoup de souvenirs ». « *Avant qu'il accède aux responsabilités, nous avons eu nos années d'étudiants, nos années de journalistes. Nous nous chahutions beaucoup. Politiquement nous n'avions pas la même vision, mais nous n'étions pas des ennemis, bien au contraire.* »

Le PDCI aussi rend hommage au Premier ministre, un homme « dynamique et ouvert » pour le vice-président du parti, Alphonse Djedjé Mady. « *Nous sommes très attristés qu'Hamed Bakayoko, un jeune homme très dynamique soit parti de cette façon-là. Il faisait partie de nos jeunes cadres dynamiques, enthousiastes, sympathiques qui est en contact avec pratiquement toutes les couches sociales du pays. Il s'était fait remarquer par son dynamisme, sa disponibilité, son ouverture d'esprit.* » Le responsable du PDCI pointe par ailleurs que « *la perte en moins d'un an de deux Premiers ministres est une calamité dont la Côte d'Ivoire n'avait pas besoin.* »

Josiane Mambou Loukoula

DÉFENSE

Classement 2021 des puissances militaires en Afrique

Le site américain Global fire power (GFP) a publié son index des forces armées dans le monde. Trente cinq pays africains ont été répertoriés parmi les 138 pays du classement.

L'index dispose d'une cinquantaine de critères, notamment les effectifs actifs, l'aéronaval, la disposition de carburant pour les opérations, la flexibilité logistique, le budget consacré à la défense, la flotte de ravitailleurs en vol, la flotte de porte-hélicoptères et les forces paramilitaires. Trente-cinq pays africains, sur les 54 que compte le continent, apparaissent sur la liste des 138 pays retenus. En tête du classement, comme en 2020, se positionne l'Égypte. Après suivent: l'Algérie; l'Afrique du Sud; le Nigeria et le Maroc.

Avec une armée, dont l'effectif atteint 930 000 hommes, pour 450 000 en service actif, 1053 aéronefs, 11 000 blindés et 316 bâtiments de marine, l'Égypte continue de dominer militairement en Afrique, mais sort du Top 10 mondial des puissances militaires. Le Maroc prend la place de l'Angola. Le Top 5 africain de cette année est le suivant: l'Égypte; l'Algérie; l'Afrique du Sud; le Nigeria et le Maroc. GFP note une chute brutale de certains pays africains du classement mondial. C'est le cas du Burkina Faso qui perd 32 places, de l'Angola et de la RD Congo, reculant de 10 places chacun.

Par contre, quelques performances ont été observées. C'est le cas de la Libye et du Ghana, qui ont progressé chacun de 10 places dans le classement global, la Tunisie progresse de 8 places, le Soudan du Sud et le Nigeria de 7 places chacun, 18 pays africains ne figurent pas dans le classement (Bénin, Burundi, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Erythrée, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Malawi, Maurice, Rwanda, São Tomé, Sénégal, Seychelles, Eswatin, Togo). Sur le plan mondial, le Top 5 des puissances militaires en 2021 reste le même qu'en 2020, respectivement: les Etats-Unis; la Russie; la Chine; l'Inde et le Japon. La France se pointe au premier rang européen et 7e mondial, après la Corée du Sud. Le Congo, se place au 26e rang africain et 124e au plan mondial, comme en 2020.

Noël Ndong

LIBYE

Le Parlement approuve le gouvernement de transition

Après deux jours d'intenses débats, le Parlement libyen a accordé sa confiance à l'équipe gouvernementale provisoire dirigée par Abdel Hamid Dbeibah.

Le gouvernement de l'homme d'affaires de 61 ans a obtenu la confiance du Parlement. Sur 132 députés, 121 ont validé la liste proposée par la nouvelle équipe gouvernementale de transition libyen.

Aussitôt la confiance du Parlement accordée, le nouveau Premier ministre libyen, Abdel Hamid Dbeibah, nommé à l'issue d'un processus politique supervisé par les Nations unies, a

réagi le Premier ministre Dbeibeh.

Le vote tenu le 10 mars à Syrte a été salué comme « historique » pour un cabinet né d'un processus parrainé par l'ONU et qui doit contribuer à sortir le pays du chaos en le menant jusqu'à des élections en fin d'année. Selon les médias locaux, Abdel Hamid Dbeibah et les membres de son cabinet prêteront serment lundi 15 mars à Benghazi, consi-

tout le pays.

Cette équipe où une femme, pour la première fois en Libye, prendra la tête du ministère des Affaires étrangères, sera opérationnelle, jusqu'à la date espérée des élections générales.

Malgré les critiques formulées en raison notamment du nombre jugé trop important de postes ministériels, le nouvel exécutif suscite de nombreux espoirs parmi la population et la communauté internationale qui espèrent un retour de la paix dans ce pays marqué par une décennie de violences. Ce gouvernement d'union censé unir l'est et l'ouest libyen qui revendiquaient chacun le pouvoir conduira le pays jusqu'à la prochaine élection présidentielle qui se déroulera le 24 décembre prochain. Mais avant, l'actuel gouvernement devra mettre à profit les prochains mois pour stabiliser l'économie et créer les conditions favorables pour l'organisation du prochain scrutin; une tâche ardue, vu l'état actuel du pays.

J.M.L.

« [...] Ce sera le gouvernement de tous les Libyens [...] La Libye est une et unie »

réitéré ses promesses: réunifier le pays et les institutions, être à l'écoute de tous les citoyens en souffrance, vu la situation économique catastrophique, s'occuper du développement des régions d'une manière équitable et fournir tous les efforts nécessaires pour organiser les élections générales en fin d'année. « *Je vous remercie pour votre confiance [...] Ce sera le gouvernement de tous les Libyens [...] La Li-*

bye est une et unie », a réagi le Premier ministre Dbeibeh.

Après son élection en février comme nouveau Premier ministre, le milliardaire libyen Abdelhamid Dbeibeh a entamé son processus de formation d'un nouveau gouvernement. La formation gouvernementale intérimaire a pris en compte l'équilibre entre la compétence et la représentation régionale de manière à ce qu'elle soit représentative de



BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

Don de la Fondation BGFIBank à l'école saint Théophile de kintélé.

L'école Saint Théophile de KINTELE est un centre préscolaire moderne érigé en 2016 à un coût estimé à 356



millions de F CFA, dans le but de pallier un tant soit peu à l'insuffisance d'écoles maternelles de proximité sur les lieux de relogement de certaines familles sinistrées à la suite des explosions de Mpila le 04 Mars 2012.

Lors de la visite en 2019 d'une délégation du personnel de BGFIBank Congo, conduite par son Directeur Général pour faire un état des lieux et s'assurer du bon fonctionnement de l'institution, les Religieuses qui gèrent l'école Saint Théophile avaient exprimé à la Direction Générale leur souhait de créer une classe de CP1 pour accueillir les premiers élèves qui auront effectué tout le parcours du cycle maternel.

Celles-ci avaient à cette occasion, demandé à la Banque d'examiner la possibilité de doter l'école de tables-

bancs, doléance à laquelle la Banque avait répondu favorablement tout en promettant de se référer à la Fondation



BGFIBank qui inscrirait ce programme dans le cadre de ses activités de mécénat.

C'est pour honorer cette promesse que la Direction Générale de BGFIBank Congo a effectué, le Samedi 27 Février 2021, une nouvelle visite de l'école Saint Théophile de KINTELE pour remettre un don de table-bancs et réceptionner les bâtiments que la Banque venait de faire réhabiliter (peinture et pose d'une enseigne lumineuse).

Afin de respecter les mesures barrières édictées par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de la Covid-19, c'est une petite délégation (une dizaine de collaborateurs) qui a pris part à cette cérémonie.

Conduite par le DG, la délégation a

été accueillie chaleureusement par les sœurs religieuses congolaises du Rosaire (SRCR) gestionnaires de l'école, une vingtaine d'enfants retenus pour représenter les élèves de cet établissement et quelques parents d'élèves présents.

Au programme, quatre (4) allocutions, qui ont commencé par le mot de bienvenue de la sœur coordonnatrice Gisèle SAMBA BONAZEBI qui a tenu à rappeler que l'école Saint Théophile de KINTELE a débuté ses activités en 2017 avec un cycle maternel constitué de 12 enfants, actuellement l'école compte 85 élèves avec deux classes du cycle primaire (CP1 & CP2), elle a également exprimé sa profonde gratitude à BGFIBank Congo qui à travers la fondation BGFIBank, ne ménage aucun effort pour répondre à leurs sollicitations.

Monsieur Narcisse OBIANG ONDO Administrateur Directeur Général de BGFIBank Congo prenant la parole en second lieu, a félicité à son tour les religieuses gestionnaires de l'établissement pour leur dévouement dans la formation et l'encadrement des enfants et s'est réjoui de l'état remarquable des structures de l'école. Il s'est également engagé à soumettre à la fondation le besoin d'élargissement de l'école dans le but d'en faire un véritable complexe scolaire avec un

cycle primaire et secondaire complets. Il s'en est suivi tour à tour, les mots de remerciement à la BGFIBank du Père Giscard Crépin GANDOU Directeur diocésain des écoles catholiques et de l'Abbé Donatien BIZABOULOU de la commission épiscopale de l'éducation catholique représentant l'archevêque de Brazzaville Monseigneur Anatole MILANDOU empêché.

L'activité ponctuée par des chants et poèmes présentés par les enfants, s'est poursuivie avec la remise symbolique d'un table-banc, la remise des tables-bancs aux religieuses, la visite guidée des bâtiments et la découverte de l'enseigne lumineuse de dénomination de l'école.

Une collation offerte par les religieuses a clos la cérémonie.



ÉMETTEUR
République du Congo

EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE

«**Emprunt Obligatoire du Congo (EOCG) 6,25% NET 2021 - 2026**»



PÉRIODE DE
SOUSCRIPTION :
**Du 12 au
20 mars 2021**



MONTANT
DE L'ÉMISSION :
**100
milliards
de FCFA**



TAUX D'INTÉRÊT :
6,25%*
net par an sur 5 ans
*exonérés de tout impôt
et taxe en zone CEMAC

“
Mobilisons notre
épargne pour
**L'avenir
du Congo**”

ARRANGEUR :



CHEF DE FILE :



SANTÉ PUBLIQUE

La SNPC contribue à l'amélioration de l'offre sanitaire

Dans l'apport des solutions aux problèmes sociaux de base, notamment dans le secteur sanitaire, la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) réhabilite, construit et équipe des structures de santé à travers le pays. La dernière en date sont les centres de santé intégrés de Kombo Matari et de Talangai à Brazzaville.

La rénovation et l'équipement des structures sanitaires que réalise la SNPC s'inscrit dans le cadre de la responsabilité sociétale de l'entreprise en vue d'augmenter la capacité d'accueil des malades et d'améliorer la qualité des soins à offrir à la population afin de mieux répondre à leurs besoins sanitaires, a expliqué son directeur général, Maixent Raoul Ominga, en présence des ministres en charge des Hydrocarbures, Jean Marc Thystère Tchicaya et celle en charge de la Santé, Jacqueline Lydia Mikolo, le 8 mars à Brazzaville.

Le Centre de santé intégré de Kombo Matari, dans le 9e arrondissement Djiri, constitué de deux modules et douze pièces, s'étend sur une superficie de 1.183,44 m². « L'unité fonctionnelle de la vaccination, les salles de surveillance nutritionnelle, de consultation prénatale, le laboratoire de prélèvement et d'analyse », font partie des compartiments réhabilités et équipés, selon le secrétaire général de la Fondation SNPC, Ma-

« Nous sommes satisfaits de l'amélioration des conditions de travail qui nous permettra de mieux prendre en charge les patients »



Le district sanitaire de Talangai/Adiac

rie-Joseph Letembet, qui a fait la présentation technique de l'ouvrage.

A Talangai...

Dans le sixième arrondis-

sé d'un centre de santé intégré et d'un hôpital pédiatrique. Là, un bâtiment principal de 356,26 m² de 18 pièces a été remis aux normes y compris la maternité avec

d'anesthésie, de néonatalogie, d'accouchement, de stérilisation », a expliqué Marie-Joseph Letembet.

Au niveau des deux structures sanitaires, la SNPC a



La coupure du ruban symbolique/Adiac

zi, dans le district de Tchiamba-Nzassi, à environ 97 kilomètres de Pointe-Noire. Dans le même élan, la SNPC a mis en service le module mère-enfant de l'hôpital de Kinkala dans le département du Pool, un district sanitaire qui dessert 71981 habitants soit 21% de l'ensemble de la population.

Ce qu'ils ont dit

Pour l'administrateur maire de Djiri, Victorine Ngampolo, le rapprochement des services de santé vers la population permet de ne plus faire de longues distances à la recherche des soins de qualité dans d'autres structures hospitalières de Brazzaville, quelque peu éloignées. Par ailleurs, l'administrateur maire de Ouenzé, Marcel Nganongo, a, quant à lui, appelé la population au civisme pour sauvegarder ce patrimoine sanitaire tout en rappelant aux agents de santé le serment d'Hippocrate.

« Nous sommes satisfaits de l'amélioration des conditions de travail qui nous permettra de mieux prendre en charge les patients », a déclaré Pinda Philomène, médecin-chef de l'hôpital pédiatrique de Talangai.

D'autres projets

« Nous entendons poursuivre notre action dans le domaine de la santé et du bien-être des populations avec la construction très prochaine de trois centres de santé intégrés : deux à Pointe-Noire et un à Etoumbi », a fait savoir Maixent Raoul Ominga.

Rominique Makaya



Le ministre posant avec les officiels/Adiac

sement, un autre Centre de santé a été rénové, équipé et remis officiellement. La particularité est que le complexe sanitaire est composé

ses 14 pièces reconstruites sur une superficie de 223,13 m². « Ces structures comprennent, entre autres, un bloc opératoire, des salles

mis à disposition des moyens roulants : une ambulance et un véhicule dédié aux opérations de vaccination chacune. Les pharmacies rénovées ont été nanties des médicaments de première nécessité. En dehors de ces compartiments sanitaires, il y a des ouvrages d'appui comme le forage avec une réserve d'eau de plus de 9m³, l'incinérateur, le groupe électrogène, etc.

Avant

En juin dernier, au plus fort de la crise sanitaire liée à la covid-19, la société pétrolière a réhabilité le centre de santé du village de Tchimin-



Le district sanitaire de Djiri/Adiac

DÉCOUVREZ LE NOUVEAU NUMÉRO DE

jeune **afrique**

N° 3098 - MARS 2021



GRAND FORMAT

Congo, un scrutin... et après ?

ÉCONOMIE

À l'heure de la *green economy*

LE MATCH :

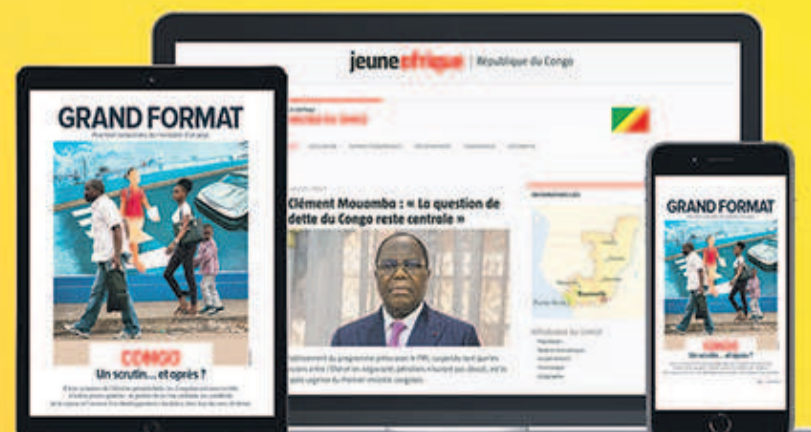
Kaïs Saïed vs Hichem Mechichi



DISPONIBLE DÈS MAINTENANT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX !

Retrouvez également
toute l'actualité africaine
sur le site et les applications
de Jeune Afrique

www.jeuneafrique.com



JEUNE AFRIQUE
MEDIA GROUP

PRÉSIDENTIELLE 2021

Les délégués de la Cour constitutionnelle formés sur la régularité du scrutin

La Cour constitutionnelle a organisé le 11 mars à Brazzaville une formation au profit de ses coordonnateurs et délégués sur la régularité de l'élection présidentielle du 21 mars prochain.

Ouvrant la rencontre, le président de cette institution, Auguste Iloki a rappelé aux participants, la diversité des attributions conférées à la Cour constitutionnelle parmi lesquelles, figure la charge de veiller à la régularité de l'élection du président de la République avant de circonscrire le but dudit séminaire.

« L'objet du présent séminaire est donc de vous apporter l'éclairage nécessaire qui vous permettra de démêler les différentes questions susceptibles de gêner l'exécution de votre mission d'observateur électoral pour le compte de la Cour constitutionnelle », a-t-il déclaré avant de poursuivre : « Vous serez ainsi sensibilisés aux faits de nature à compromettre le déroulement normal de cette élection tels qu'ils sont prévus dans la loi électorale ». Auguste Iloki a invité les participants à ne pas disperser leurs efforts en recensant des faits de



Les participants au séminaire

toute nature sans rapport avec les compétences de la Cour constitutionnelle. Car, a-t-il souligné, cela relève d'autres insti-

tutions chargées de l'observation nationale qui proposeront des recommandations orientées vers l'amélioration du processus

électoral. « Il vous est demandé de relater objectivement dans vos rapports, les faits qui se sont produits au cours

du déroulement du scrutin afin de promouvoir la transparence, d'améliorer le processus électoral, d'augmenter la confiance des citoyens dans le processus électoral, de prévenir les cas de contestation de l'élection et conséquemment de réduire le contentieux électoral, d'encourager l'acceptation des résultats de l'élection par tous les candidats et rendre ainsi sans objet le recours au juge électoral », a lancé le président de la Cour constitutionnelle.

Pour lui, il revient aux participants « de recueillir au niveau des centres et bureaux de vote des informations relatives à la qualité et à la transparence de l'élection ou à des éventuelles défaillances et insuffisances ».

Notons que le thème de ce séminaire porte sur le suivi du déroulement de l'élection du président de la République.

Jean Jacques Koumba

Le Rassemblement de la majorité présidentielle mobilise à Talangai

A l'initiative de la députée de la cinquième circonscription électorale de Talangai, Claudia Iki Sassou N'Guesso, un meeting a été organisé le 10 mars à l'espace « Ngobali », dans le sixième arrondissement de Brazzaville en faveur du candidat de la majorité présidentielle, Denis Sassou N'Guesso.



Une vue des militants Adiac

Ils étaient, en effet, nombreux à avoir répondu présents à l'appel des partis politiques de la majorité présidentielle. Du président du Mouvement pour la démocratie et le progrès (MDP), Jean-Claude Ibovi, à la présidente de la fédération du Mouvement action et renouveau (MAR) Brazzaville, Laetitia Kakou, en passant par le secrétaire général du Club 2002, Parti pour l'unité et la République, Juste Désiré Mondélé, le secrétaire national chargé de l'organisation et de la mobilisation du Mouvement

congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDD), Philibert Malonga, ainsi que les députés PCT de Talangai et de la première circonscription électorale d'Oyo, Denis Christel Sassou N'Guesso, tous ont appelé à un vote utile le 21 mars prochain.

Selon les différents orateurs, le candidat Sassou N'Guesso est le seul des sept à même de conduire les destinées du Congo pour les cinq prochaines années. Ils ont également revenu sur son nouveau contrat social dénommé

: « Ensemble, poursuivons la marche » qui met un accent particulier sur le social, l'emploi des jeunes et le développement de l'agriculture. « Denis Sassou N'Guesso est le seul des sept candidats qui rassure pour préserver la paix dans le pays », a déclaré en substance Philibert Malonga.

La députée de Talangai I, Blantine Nianga, a, de son côté, invité les habitants du sixième arrondissement à aller voter le 21 mars, en compagnie de leurs proches « l'homme des actions concrètes ».

Parfait Wilfried Douniama

Ferréol Gassackys exhorte les sages et anciens de Poto-Poto 3 à opérer un bon choix

Les échanges entre le directeur local de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso à Poto-Poto dans le troisième arrondissement de Brazzaville, Ferréol Gassackys, et les sages dudit arrondissement ont eu lieu le 10 mars.

Au cours de ces échanges, Ferréol Gassackys qui estime que Poto-Poto est le bastion du candidat Denis Sassou N'Guesso, a exhorté les sages et anciens à faire un bon choix lors du scrutin présidentiel du 21 mars. « Nous nous sommes retrouvés aujourd'hui pour continuer à soutenir notre candidat. Poto-Poto c'est le bastion de Denis Sassou N'Guesso certes, mais il faut le confirmer. Parce que nous avons constaté une certaine lassitude. Chaque fois qu'il y a des scrutins, c'est vrai qu'on vote en faveur du candidat de la majorité présidentielle mais souvent avec un peu de démotivation parce qu'on dit que c'est un nom facile, c'est évident », a déclaré Ferréol Gassackys.

En effet, le directeur local de campagne de Poto-Poto a voulu leur faire passer le message de transparence, de sincérité, de vérité, parce qu'il veut que cette élection ne soit pas contestée. C'est pourquoi il a associé les sages, les anciens pour leur dire que si auparavant ils restaient chez eux parce qu'ils estimaient que le scrutin n'avait pas besoin de leur apport, aujourd'hui tout le monde doit se tenir debout.

C'est donc un message de mobilisation à l'endroit de toutes les générations. « Hier c'étaient les femmes, aujourd'hui ce sont les sages, demain ce sera le tour des confessions religieuses, des jeunes, bref, c'est toutes les générations que nous devons atteindre pour parvenir au score de 90%. Nous voulons



montrer que tout le Congo à travers Poto-Poto se retrouve derrière Denis Sassou N'Guesso. C'est le message de la vérité, de la sincérité, de la transparence. A Poto-Poto, nous sommes tous rangés en ordre de bataille derrière notre candidat Denis Sassou N'Guesso », a indiqué Ferréol Gassackys.

Pour sa part, le directeur local de campagne adjoint, Jean-Claude Olingo, a rappelé les anciens et sages de Poto-Poto qui n'auront pas reçu les cartes d'électeur en dépit du fait qu'ils se sont inscrits sur les listes électorales, de se rapprocher des chefs de quartier, de zone et de bloc pour le retrait de celles-ci. « Au niveau des mairies, les cartes d'électeur ont été remises aux chefs de bloc, de zone et de quartier. Parce que souvent il y en a qui ne votent pas tout simplement parce qu'ils n'ont pas reçu leurs cartes », a-t-il souligné.

Bruno Okokana

PRÉSIDENTIELLE 2021

Roger Ndokolo confirme son soutien à Denis Sassou N’Guesso

Depuis le 5 mars dernier, le peuple congolais vit au rythme de la campagne présidentielle sous l’égide de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI). Roger Ndokolo apporte son soutien au candidat sortant, Denis Sassou N’Guesso. En réponse à trois questions, c’est ce qu’affirme le président du parti du centre UNIRR.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : En quoi fondez-vous votre soutien au candidat sortant ?

Roger Ndokolo (R.N.) : Aujourd’hui plus que jamais, comme tous les partis du centre au Congo, notre parti s’implique à soutenir celui qui porte le projet de la continuité de la transformation du Congo politiquement, administrativement et économiquement. Depuis son avènement au pouvoir, Denis Sassou N’Guesso s’est engagé à bâtir une nation démocratique libre et prospère. Sans en faire l’inventaire exhaustif, les avancées réalisées par le gouvernement de la République dans un contexte particulièrement difficile sont palpables. Pour cette mandature sollicitée, notre conviction aspire à vivre une nouvelle forme de gouvernance au service du peuple, totalement différente de la précédente, afin d’améliorer le quotidien de nos concitoyens.



L.D.B. : À propos des concitoyens, comment peuvent-ils être certains que ce sera le mandat de la nouvelle ère ?

R.N. : Le projet «Ensemble, poursuivons la marche» du candidat sortant offre une politique de gouvernance destinée à améliorer le quotidien

des Congolais. Au niveau social par exemple, il est prévu une priorité à l’amélioration de l’accès des populations aux services sociaux de base. Pour ce faire une stratégie sociale sera mise en place pour la réduction de la vulnérabilité économique et sociale ouvrant le développement inclusif des populations et une consolidation de la cohésion sociale. En clair, son rôle sera d’encourager les investissements visant à augmenter les capacités de production et de distribution de l’électricité et de l’eau ; donner en concession les infrastructures publiques de production existantes en vue de leur extension et d’une meilleure gestion. La construction des infrastructures se poursuivra. Ce sera le cas des travaux entrepris de bitumage de la route Mindouli-Kinkala par exemple. Des crédits aux agriculteurs, éleveurs, et à tous les producteurs seront octroyés à travers la Banque postale du Congo. Également

au chapitre des engagements, nous considérons la nécessité urgente de réhabiliter le Chemin de fer Congo-océan.

L.D.B. : Quel est votre mot d’ordre ?

R.N. : Notre souhait le plus ardent est de vivre cette consultation suprême dans un climat de paix apaisé et l’unité retrouvée pour un rendez-vous dans la dignité entre le candidat et le peuple. Allons déposer notre bulletin dans l’urne dans le respect des mesures barrières, de distanciation physique relative à la riposte à la pandémie de Covid-19 pour que chacun des sept candidats jouisse d’un bel exercice de la démocratie. Allons voter massivement pour un Congo resplendissant, le 21 mars prochain, afin que notre candidat sorte victorieux dès le premier tour.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

INSTITUT FRANÇAIS
J CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE

DU JEUDI 04 AU SAMEDI 13 MARS

JEUDI 04 MARS
18H00 BISO NA BISO À LA CAFÈT'

SAMEDI 06 MARS
14H00 LANCEMENT DE LA CAMPAGNE #TOSALA : DIFFUSION DE LA VIDÉO ET DU DOCUMENTAIRE #TOSALA SUR TOUTES LES TÉLÉVISIONS ET RADIOS NATIONALES.

LUNDI 08 MARS
15H00 COMPAGNE #TOSALA : TABLE RONDE RADIOPHONIQUE SUR LE HARCELEMENT EN MILIEU SCOLAIRE ET SES CONSÉQUENCES.

17H00 EXPOSITIONS #TOSALA : VERNISSAGE DE 04 EXPOSITIONS PROPOSÉES PAR DIFFÉRENTS ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CONGOLAISE.

MERCREDI 10 MARS
15H00 RENCONTRE LITTÉRAIRE : «L'ÉMERAUDE D'OUTRE-MER» DE PRESTIGE ITSOUKOU

JEUDI 11 MARS
18H00 BISO NA BISO À LA CAFÈT'

SAMEDI 13 MARS
10H00 FORMATION DANSE : «ÉCRIRE ET DÉFENDRE SON PROJET ARTISTIQUE DEVANT LES PARTENAIRES»

ENTRÉE LIBRE, PLACES LIMITÉES

NOUVEAU TRONÇON

POINTE-NOIRE - QUESO

La 1^{re} ligne Directe qui rapproche le Sud du Nord

06 702 15 23 / 06 510 06 25

Départ: tous les Samédis 7h30
Les réservations sont en cours dans toutes les agences de Pointe-Noire

05 728 88 33/ 06 587 44 60
contact@oceandunord.com
www.oceandunord.com

CEAN du NORD
Sécurité - Confort - Fiabilité

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com
06 587 44 60/ 05 728 88 33

POINTE-NOIRE à destination de	ADULTES	ENFANTS	POINTE-NOIRE à destination de	ADULTES	ENFANTS
DOLISIE	5.000	5.000	NGO	17.000	15.000
LOUDIMA	7.000	6.000	GAMBOMA	20.000	17.000
NKAYI	8.000	6.000	INKOUELE	20.000	17.000
MADINGOU	8.000	6.000	OLLOMBO	20.000	17.000
BOUANSA	8.000	6.000	OYO	22.000	20.000
LOUTETE	8.000	6.000	OBOUYA	22.000	20.000
MINDOULI	10.000	8.000	OWANDO	25.000	22.000
MAYAMA	10.000	8.000	MAKOUA	25.000	22.000
PK 45	15.000	13.000	MAMBILI	30.000	27.000
			QUESO	30.000	27.000

GESTION FORESTIÈRE EN AFRIQUE CENTRALE

Le plan d'opérations 2021-2025 validé

La Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) a récemment adopté avec amendements le plan d'opérations 2021-2025 du plan de convergence sous-régional, à l'issue d'un atelier virtuel visant à examiner et améliorer le contenu dudit document et à la restitution des premières conclusions de l'évaluation à mi-parcours de ce plan.

« Le Plan de convergence est reconnu par l'ensemble des partenaires nationaux et internationaux, comme document de référence pour orienter leurs actions, financements ou activités en général. Il devrait également pousser les autres pays d'Afrique centrale, à donner à la Comifac tous les moyens nécessaires pour le fonctionnement de ses structures opérationnelles », a déclaré le directeur du Programme gestion

durable des forêts dans le Bassin du Congo. Il s'est par la suite réjoui de la déclinaison opérationnelle de ce plan sur la période quinquennale 2021-2025 qui viendra garantir le succès de son suivi et de sa mise en œuvre.

Ayant pris part à cette rencontre virtuelle, le ministre des Forêts et de la Faune du Cameroun, aussi président en exercice de la Comifac, Jules Doret Ndong a reconnu l'importance

du plan de convergence qui vient accompagner les Etats de la sous-région dans le développement des pratiques d'aménagement durable des forêts et de l'environnement, en vue d'une contribution accrue de ce sous-secteur au développement économique et social des pays d'Afrique centrale. « L'évaluation à mi-parcours du plan lancé par le secrétariat exécutif de la Comifac permettra d'apprécier les performances

des cinq années écoulées. Aussi de renforcer son rôle dans l'orientation de l'action forestière commune et dans la préparation des grandes décisions à venir sur la gestion durable des forêts tropicales du Bassin du Congo », a-t-il fait savoir. Au cours de cet atelier qui a duré quatre jours, plusieurs points ont été débattus aboutissant ainsi par des résolutions et recommandations formulées par les participants pour le

mise en œuvre dudit document. L'atelier de validation a connu la participation des représentants de plusieurs pays, notamment Congo, Gabon, Cameroun, Tchad, Centrafrique, la Guinée équatoriale, Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale...

Notons que cette rencontre a bénéficié de l'appui de la coopération allemande, à travers le projet Giz « Appui régional à la Comifac ».

Gloria Imelda Lossele

ALLOCATION COVID-19

Paiement de 3701 ménages vulnérables d'Impfondo

La ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo, a lancé le paiement des allocations de Covid-19 à Impfondo, dans la Likouala, le 10 mars. Cette étape marque la fin des opérations de paiements desdites allocations.



Paiement de l'allocation à Impfondo

« Je croyais que nous étions abandonnés ou oubliés. Nous saluons la réalisation de cette promesse qui consiste à nous aider par rapport à la crise que nous avons traversée au moment fort de la pandémie », a déclaré Timothée Otamba, un des bénéficiaires vivant avec handicap.

A Impfondo 4360 ménages ont été soumis aux opérations de certification à l'issue desquelles 3 911 ont été retenus par le comité pluri-acteurs. Pour la phase de paiement en cours, 3701 ménages sont éligibles et 210 sont rangés dans le mécanisme de plaintes.

Le processus aboutissant au paiement a été long et la ministre s'est expliquée. « Ce processus nécessitait beaucoup de doigté afin d'éviter de tomber dans les dérives et antivaleurs décrites par le président de la République », a indiqué Antoinette Dinga-Dzondo, saluant la patience des bénéficiaires qui, pour la plupart n'y croyait plus. Elle a, par ailleurs, attiré l'attention de ces derniers, face aux arnaqueurs, en précisant que toutes les charges inhérentes au traitement de cette allocation sont supportées par le gouvernement, y compris les frais de transaction.

L'étape d'Impfondo met fin au marathon de paiement initié par la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire depuis le mois de juillet 2020. A ce jour, plus de 230 000 ménages bénéficient de l'allocation de solidarité Covid-19 et près de 10 000 sont inscrits dans le mécanisme de plaintes.

Rominique Makaya

8 MARS

Les jeunes femmes édifiées sur leurs droits

Le collectif Tombola a échangé, le 8 mars, avec les jeunes femmes de la Fondation Lezie Biziki sur « la Résilience ainsi que les valeurs à intérioriser afin d'atteindre ses objectifs », lors de la célébration de la Journée internationale de la femme à Madibou dans le 8e arrondissement de Brazzaville.



Les jeunes femmes de la Fondation Lezie Biziki/DR

L'objectif est d'inspirer les femmes à croire en elles-mêmes et en leurs capacités en vue d'un changement, explique le co-coordonnateur du collectif, Florian Koulimaya.

Il a expliqué aux femmes que la journée célébrée en leur honneur devrait être basée sur une réflexion sur les droits de la femme. Elle devrait être également fondée sur les efforts consentis de la femme pour qu'elle soit respectée.

« La femme est la seule actrice de son épanouissement. Pour ce faire, la résilience est de mise, d'où il conviendrait à la femme d'avoir son encouragement au quotidien pour l'atteinte de ses objectifs », a-t-il indiqué.

Le co-coordonnateur du collectif a reconnu le talent des

femmes bénéficiaires du programme d'alphabétisation en rappelant la place de choix de la jeunesse. La couche juvénile a juste besoin de l'orientation et de l'encadrement afin d'exploiter son potentiel intrinsèque : l'auto-discipline, l'autonomie, la force de caractère et la capacité de faire face à certains traumatismes, a-t-il ajouté.

L'échange d'expérience avec les coaches en développement personnel a permis aux femmes d'avoir des enseignements sur le goût du travail afin de gagner les financements qui puissent garantir leur autonomie.

Melissa Agnagna a expliqué l'historique de la journée du 8 mars. L'origine de la journée, poursuit-elle, vient de la lutte ouvrière où les nombreuses

manifestations des femmes réclamaient le droit de vote, les meilleures conditions de travail et l'égalité entre l'homme et la femme.

« Le 8 mars n'est pas une journée du port de pagne mais une journée de réflexion, de sensibilisation à la revendication des droits de la femme », a-t-elle déclaré.

Abordant la question de violence fondée sur le genre, Melissa Agnagna a souligné les conséquences néfastes de ces violences sur la vie humaine. La femme porteuse de vie humaine est victime de toutes formes de violences dans la société. Parmi les violences qu'elle subit figurent les violences psychologiques, sexuelles, verbales, physiques, économiques et bien d'autres.

Lydie Gisèle Oko

8 MARS

Les femmes de km 4 édifiées sur la paix en période électorale

L'association Femmes de grâce que préside Prisca Massossa a organisé une causerie-débat avec les femmes du quartier Kilomètres-quatre (KM4) dans le premier arrondissement de Pointe-Noire, à l'occasion de la Journée internationale de la femme. L'objectif de cette rencontre : leur parler de la paix en période électorale.

La Journée internationale de la femme a été commémorée pour la 49e année consécutive en République du Congo, le thème choisi cette année a porté sur « La femme congolaise, la paix et le processus électoral dans le contexte de la covid-19 ».

À Pointe-Noire, l'association Femmes de grâce a réuni les femmes du KM4 sur le sous-thème : « L'implication des femmes dans le maintien de la paix en période électorale », ce thème a suscité beaucoup d'intérêt vu le contexte actuel du pays, caractérisé par l'élection présidentielle du 21 mars. Sans détours ni langues de bois, ces femmes ont été édifiées sur la paix, l'éducation des enfants et les réunions de famille afin de bien mener leur rôle de gouvernantes au sein de la société.

La présidente de cette association, Prisca Massossa, a insisté sur le rôle primordial que doit jouer la femme dans l'éducation des enfants et la consolidation de la paix. Son exposé a



Prisca Massossa entourée de ses collaboratrices, DR

débouché sur plusieurs sujets importants parmi lesquels celui des «bébés noirs». « Ce sont des enfants, ces «bébés noirs» les femmes qui accouchent vivent avec nous dans nos

« Ce sont les femmes qui accouchent des enfants, ces «bébés noirs» vivent avec nous dans nos maisons et nous n'osons rien faire, nous sommes donc responsables de cette situation »,

maisons et nous n'osons rien faire, nous sommes donc responsables de cette situation », a dit Prisca Massossa, avant de demander aux femmes de prendre leur responsabilité. Après plus d'heures de débats féconds, les femmes de km4 ont salué cette initiative qui leur a permis de bien cerner non seulement le sens de la Journée internationale de la femme, mais également de comprendre leur rôle d'actrices clés et d'agents du changement en matière de paix. Pour immortaliser cette activité, la présidente de l'association Femmes de grâce, Prisca Massossa, a distribué des pagnes à toutes les femmes présentes à cette activité et un cocktail dinatoire a été servi au nom de toutes les femmes de km4.

Notons que le monde a célébré la Journée internationale de la femme sur le thème : « Le leadership féminin pour un futur égalitaire dans le monde de la covid-19 ».

Hugues Prosper Mabonzo

CONGO TERMINAL

Sensibilisation à l'environnement des familles des agents à l'écocentre Renatura de Pointe-Noire

Une matinée de découverte et de sensibilisation sur la protection de l'environnement a été organisée le 6 mars par la Société Congo Terminal à l'écocentre Renatura dans le but d'inculquer aux enfants les bons réflexes de protection de la nature et de la biodiversité.

Près de vingt enfants accompagnés de leurs parents ont visité l'écocentre Renatura où ils ont été reçus par les animateurs qui œuvrent depuis des années dans la protection des tortues marines et de l'environnement au Congo.

Après le mot de bienvenue de Dylan DEFAUX, responsable du pôle éducation à l'écocentre Renatura, parents et enfants ont été scindés en trois groupes. Tour à tour, ils ont été reçus à l'espace réservé aux tortues marines, à celui dédié à la sensibilisation sur les multiples conséquences de la consommation de la viande de brousse et enfin dans la salle de formation où ils ont suivi des documents vidéo sur le cycle de l'eau.

Espèces en voie de disparition et sans cesse en proie à des menaces diverses, les tortues marines ont fait l'objet de la sensibilisation faite par de Franck et Chrysler, des animateurs de l'écocentre. Après avoir raconté une édifiante anecdote à l'auditoire, ils ont encouragé les participants à adopter des comportements responsables pour lutter contre l'extinction des espèces de tortues marines présentes



au Congo telles les tortues Imbriquées, les tortues Vertes, les tortues luth et les tortues Olivares. Car non seulement elles sont traquées par l'homme, leurs œufs déposés sur le sable le long du littoral en période de ponte finissent régulièrement dans les panses des animaux errants sur la berge quand ils ne sont pas emportés par les effets dévastateurs des érosions marines.

Pourtant la nécessité de protéger les tortues s'impose puisqu'elles constituent un des éléments importants de

la chaîne alimentaire. En effet à cause de l'homme et certaines de ses activités, de nombreuses espèces animales disparaissent chaque année. Cela cause un véritable déséquilibre écologique.

À travers une projection vidéo assortie des commentaires et explications, les participants ont aussi suivi avec attention le document sur le cycle de l'eau, qui a montré que cette ressource naturelle existante en trois états à savoir l'état solide, liquide et gazeux est une

denrée vitale pour la survie de tous les êtres vivants sur terre notamment les animaux ou les végétaux. L'espèce humaine y doit aussi sa vie car l'eau qui s'infiltré dans le sol peut être recueillie par les forages d'eau a expliqué l'animateur. Son évaporation provoque des précipitations qui arrosent le sol, qui en constitue le filtre par ses différentes couches terrestres. Toutefois, l'eau traitée et débarrassée de toutes les impuretés garantit une meilleure santé et éloigne l'homme des maladies d'origine hydriques. D'où l'exhortation à un meilleur usage de l'eau car quand cette denrée vient à manquer, les conséquences sont incalculables voire dramatiques comme en témoigne le document vidéo projeté dans la salle. Satisfaits de la sensibilisation à l'environnement, les enfants n'ont pas manqué de louer l'initiative de Congo Terminal en souhaitant que pareille expérience soit multipliée à l'avenir pour leur plus grand profit mais aussi pour celui des parents qui ont ajouté des connaissances supplémentaires sur la protection de l'environnement qui doit être l'affaire de tous.

CAMPAGNE ÉLECTORALE

La Likouala invoque trois raisons pour voter Denis Sassou N'Guesso

L'unité nationale, la paix sociale et la dotation du pays en infrastructures de base, sont les points sur lesquels les partisans du président sortant ont présenté comme essentiels pour choisir Denis Sassou N'Guesso le 21 mars.

Un message des peuples autochtones ouvre le meeting du candidat Denis Sassou N'Guesso à Impfondo dans la Likouala. En un mot la loi n° 5 du 25 février 2011 sur les droits des peuples autochtones. Il s'agit des minorités établies de longue date en Afrique et au Congo dont la réinsertion dans la vie active est toujours en cours au Congo. Leur représentant veut que leurs droits soient étendus davantage afin que leurs enfants bénéficient de bourses pour poursuivre leurs études à l'étranger. «*Nous voterons pour vous à 100%*», a-t-il terminé son propos.

Dans une ambiance particulière que le soleil exceptionnel d'Impfondo n'a pu altérer, le directeur local de campagne, Alain Moka, a pris la parole pour assurer Denis Sassou N'Guesso du plein soutien de la population de la Likouala : «*Vous êtes ici à Impfondo dans la Likouala chez vous. N'ayez aucun doute pour le 21 mars. La Likouala est rangée derrière vous*».

A son tour, Denis Sassou N'Guesso a rappelé l'attachement des habitants de la Likouala au travail de la terre. En dépit de son enclavement, ce département pourvu de nombreuses richesses est promis



Denis Sassou N'Guesso échange avec les cadres de la Likouala et les membres de la direction locale de sa campagne électorale à Impfondo, le 10 mars

«*Une route bitumée reliera le Congo à la Centrafrique et le Tchad au départ de Ouesso dans la Sangha. Je sais que certains projets lancés lors du programme de la municipalisation accélérée en 2005 n'ont pas été menés à leur terme du fait des difficultés de parcours, je promets de les achever si je suis élu*».

au développement, a poursuivi l'orateur. «*Une route bitumée reliera le Congo à la Centrafrique et le Tchad au départ de Ouesso dans la Sangha. Je sais que certains projets lancés lors du programme de la municipalisation accélérée en 2005 n'ont pas été menés à leur terme du fait des difficultés de parcours, je promets de les achever si je suis élu*».

Il en est de même de la route Impfondo-Epena-Dongou construite pendant le plan quinquennal 1982-1986 qui devra être réhabilitée. Denis Sassou N'Guesso a aussi répété le message qu'il a développé le long de son périple dans la partie sud du pays. A savoir le développement des activités agricoles, l'un des axes de son projet de société. L'échange entre Denis Sassou N'Guesso est terminé par des consignes de vote du candidat à ses potentiels électeurs : «*nous sommes sept candidats sur une liste unique mais chacun de nous a sa photo et son logo. Vous connaissez les miens et me promettez un vote sans appel de 100%. Rendez-vous le 21 mars*», a conclu Denis Sassou N'Guesso qui s'était entretenu la veille avec son équipe de campagne.

Gankama N'Siah

POOL

Antoinette Sassou N'Guesso exhorte les femmes à pratiquer l'agriculture

L'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, présidente de la Fondation Congo Assistance, s'est entretenue le 10 mars à Kinkala avec les forces vives féminines du département du Pool. Elle a invité ces dernières à la pratique des activités agricoles, et à œuvrer pour la paix au Congo.

La rencontre avait pour objectif de solliciter l'accompagnement des femmes dans la réalisation de certains projets. Reconnaissant que le département du Pool figure parmi les grands greniers du Congo, la première dame a invité les femmes de la contrée à s'engager résolument dans le travail pour changer leur département à travers l'agriculture.

En cette période de campagne électorale en vue de la présidentielle du 21 mars 2021, Antoinette Sassou N'Guesso ne se contente pas de jouer le rôle d'égérie de l'ombre. Aux côtés de son époux, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, candidat à la présidentielle, la première dame se projette au-devant de la scène pour semer la bonne parole et œuvrer pour la paix au Congo.

«*Je ne suis qu'une simple interlocutrice qui sollicite votre accompagnement. Ce n'est pas parce que nous avons besoin de vos voix, mais il s'agit plutôt de notre devoir d'encourager la population à aller accomplir leur devoir civique. La paix doit être effective pour permettre à chacun de vaquer à ses occupations et à développer le département du Pool*», a déclaré Antoinette Sassou N'Guesso qui s'exprimait en langue du terroir pour se faire comprendre. «*Il faut savoir comment voter, et qui voter. Bannissez le désordre pour bâtir le département du Pool qui a trop souffert. Nous voulons qu'il y ait la paix*», a-t-elle insisté.

Présentes à cette rencontre, la ministre des Petites et moyennes entreprises, Adélaïde Mougani, et celle de l'Economie forestière, Rosalie Matondo, ont uni leur voix à celle d'un échantillon de femmes représentant quelques districts du Pool pour étaler les difficultés auxquelles chaque district est confronté, notamment : le manque d'eau potable, la mauvaise qualité d'électricité, l'absence des professionnels de santé, le manque d'enseignant, etc. Par la même occasion, Adélaïde Mougani a sollicité l'intercession de la première dame afin de porter leurs doléances auprès du chef de l'Etat.

Par ailleurs, elle a rappelé les actions phares menées par la première dame à travers la Fondation Congo Assistance, et salué les efforts entrepris par le chef de l'Etat Denis Sassou N'Guesso pour le retour progressif de la paix dans le département du Pool.

Yvette Reine Nzaba

Les jeunes appelés à œuvrer pour la paix

En séjour à Pointe-Noire, la présidente de la Fondation Congo Assistance, Antoinette Sassou N'Guesso, a échangé avec l'Association Femme, ainsi qu'avec les jeunes.



L'organisation de la rencontre résulte d'un constat général dû au fait qu'à l'approche des élections, on enregistre souvent de la violence sous toutes ses formes. C'est dans cette optique que l'épouse du candidat Denis Sassou N'Guesso a tenu à conscientiser les jeunes à œuvrer pour la paix, sachant qu'ils sont la cible des hommes politiques pour générer la violence en période électorale. Il s'agit d'outiller les participants afin qu'ils soient les ambassadeurs de paix au sein de leurs familles respectives.

Dans son message rendu dans l'une des langues nationales du pays, Antoinette Sassou

N'Guesso a exhorté les jeunes en âge de voter à aller massivement exprimer leur droit civique. Elle estime que chacun ou chacune a la mission de jouer le rôle de mobilisateur pour encourager ses parents, amis et connaissances à aller au vote le 21 mars. Avant tout, il est important d'aller vérifier son nom sur les listes électorales.

En outre, elle s'est réjouie de l'accueil chaleureux qui leur a été réservé par les Ponténégrins. Mais elle pense que tout doit se jouer dans les urnes. S'adressant aux jeunes garçons souvent manipulés, Antoinette Sassou N'Guesso les a encouragés à reprendre à leur compte

Antoinette Sassou N'Guesso face aux jeunes les valeurs de paix, gage du développement du Congo.

Le même message de paix a été réitéré par la directrice de cabinet de la première dame. Elle a encouragé, à son tour, les jeunes à aller massivement voter. Pour Blandine Malila, le désir d'un climat de paix doit primer sur celui de la violence.

L'Association Femme, de son côté, a réaffirmé sa volonté d'accompagner l'épouse du candidat Denis Sassou N'Guesso. Les membres de cette fondation ont unanimement affiché leur désir de soutenir le candidat le plus expérimenté, en l'occurrence, Denis Sassou N'Guesso.

Y.R.Nz.